

**Assemblée générale**

Distr. générale
20 avril 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 158 de l'ordre du jour

Financement de la Force des Nations Unies

chargée du maintien de la paix à Chypre

**Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix
à Chypre : rapport sur l'exécution du budget de l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et projet
de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021
au 30 juin 2022**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédits ouverts pour 2019/20	50 785 300
Dépenses de 2019/20	49 392 500
Solde inutilisé de 2019/20	1 392 800
Crédits ouverts pour 2020/21	51 750 100
Montant estimatif des dépenses de 2020/21a	51 748 200
Montant estimatif du solde inutilisé de 2020/21a	1 900
Projet de budget du Secrétaire général pour 2021/22	54 894 300
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2021/22	(1 096 300)
Recommandation du Comité consultatif pour 2021/22	53 798 000

^a Montant estimatif au 31 mars 2021.



I. Introduction

1. Aux fins de son examen des questions concernant le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) ([A/75/630](#) et [A/75/746](#)), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires s'est entretenu en ligne avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 15 avril 2021. Les observations et recommandations du Comité consultatif sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général figurent dans son rapport à ce sujet ([A/75/822](#)), et celles concernant les constatations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (exercice 2019/20) se trouvent dans son rapport correspondant ([A/75/829](#)).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

2. Dans sa résolution [73/314](#), l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 50 785 300 dollars (montant net : 48 243 200 dollars) pour financer le fonctionnement de la Force pendant l'exercice 2019/20. Le montant brut des dépenses totales de l'exercice s'est établi à 49 392 500 dollars (montant net : 46 974 700 dollars), ce qui correspond à un taux d'utilisation des crédits de 97,3 %. Le solde inutilisé, dont le montant brut s'élève à 1 392 800 dollars, représente 2,7 % du montant total des crédits ouverts pour l'exercice. Le Comité consultatif note que le taux d'utilisation des crédits était de 97,4 % à l'exercice 2018/19 ([A/74/737/Add.4](#), par. 2) et qu'il devrait s'établir à 97,3 % en 2019/20, compte tenu des effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

3. L'existence d'un solde inutilisé tient au fait que les dépenses ont été moins élevées que prévu au titre des rubriques ci-après : a) militaires et personnel de police (469 700 dollars, soit 2,1 %) ; b) personnel civil (530 300 dollars, soit 3,5 %) ; c) dépenses opérationnelles (392 800 dollars, soit 2,9 %). On trouvera une analyse détaillée des écarts à la section IV du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force pour l'exercice considéré ([A/75/630](#)), dans lequel il est également indiqué qu'il n'y a pas eu de réaffectation de ressources (*ibid.*, sect. III.B).

4. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le montant des engagements non réglés avait diminué, passant de 7 425 000 dollars à l'exercice 2018/19 à 5 219 700 dollars à l'exercice 2019/20, ce qui tenait principalement : a) aux remboursements versés aux pays fournisseurs de contingents au titre des coûts standard, des paiements ayant été effectués pour trois trimestres en 2019/20, contre deux trimestres en 2018/19 ; b) au fait qu'en 2019/20, six véhicules avaient été achetés mais non livrés, contre 28 véhicules en 2018/19.

Questions concernant le Comité des commissaires aux comptes

5. Le Comité consultatif rappelle que le Comité des commissaires aux comptes a formulé, dans son rapport sur les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2020, des observations concernant l'application de la politique relative à la gestion des armes et des munitions ([A/75/5 \(Vol. II\)](#), par. 227 à 229) et recommandé que la Force élabore et applique des instructions permanentes, conformément à cette politique (*ibid.*, par. 236). **Le Comité consultatif partage l'avis du Comité des commissaires aux comptes et espère que**

la recommandation sera rapidement appliquée (voir également [A/75/829](#), par. 15 et 18).

III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

6. En ce qui concerne l'exercice 2020/21, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 mars 2021, le montant des dépenses s'élevait à 44 732 100 dollars alors que celui des crédits ouverts s'établissait à 51 750 100 dollars. À la fin de l'exercice, le montant total des dépenses devrait atteindre 51 748 200 dollars et celui du solde devrait s'établir à 1 900 dollars, soit 0,004 % du crédit ouvert.

7. Le Comité consultatif a été informé qu'au 15 février 2021, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la Force depuis sa création s'établissait à 718 535 400 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 694 190 200 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 24 345 200 dollars. Le Comité note qu'à la même date, le solde de trésorerie de la Force se montait à 12 095 600 dollars, dont 9 527 900 dollars de réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses (non compris les remboursements aux pays qui fournissent des contingents et du personnel de police). En outre, les demandes relatives au matériel appartenant aux contingents avaient été certifiées et réglées jusqu'en septembre 2020, le montant restant dû s'établissant à 206 070 dollars au 31 décembre 2020. **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a exhorté maintes fois tous les États Membres à s'acquitter ponctuellement, intégralement et sans conditions des obligations financières que leur impose la Charte des Nations Unies ([A/74/737/Add.4](#), par. 5).**

8. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a appris qu'au 10 mars 2021, 10 demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité étaient en instance, dont neuf pour cause de troubles post-traumatiques et une pour cause d'accident du travail. Sur les neuf demandes relatives à des troubles post-traumatiques, sept avaient été évaluées par le médecin-expert et étaient en cours d'examen par le Secrétariat de l'ONU en vue de leur traitement. À la même date, le montant versé par la Force au titre des 289 demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité reçues depuis sa création s'établissait à 1 737 600 dollars. Le Comité examine la question des réparations versées au titre des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques dans son rapport sur le financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix ([A/75/849](#)). **Le Comité consultatif compte que les demandes en instance seront réglées dans les meilleurs délais.**

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022

A. Mandat et hypothèses budgétaires

9. Le mandat de la Force a été établi par le Conseil de sécurité dans la résolution [186 \(1964\)](#) ; sa dernière prorogation en date, jusqu'au 31 juillet 2021, a été approuvée par la résolution [2561 \(2021\)](#). Les hypothèses budgétaires et les activités d'appui pour l'exercice 2021/22 sont résumées à la section I.B du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget de la Force pour cet exercice ([A/75/746](#)).

B. Ressources nécessaires

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué (2019/20)	Dépenses (2019/20)	Montant alloué (2020/21)	Dépenses (2020/21) au 31 mars 2021	Dépenses prévues (2021/22)	Variation	
						Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	21 926,1	21 456,4	21 870,5	20 740,5	22 432,9	562,4	2,6
Personnel civil	15 146,4	14 616,1	15 537,4	12 039,6	16 994,3	1 456,9	9,4
Dépenses opérationnelles	13 712,8	13 320,0	14 342,2	11 952,0	15 467,1	1 124,9	7,8
Montant brut	50 785,3	49 392,5	51 750,1	44 732,1	54 894,3	3 144,2	6,1
Recettes provenant des contributions du personnel	2 542,1	2 417,8	2 612,7	1 996,5	2 767,6	154,9	5,9
Montant net	48 243,2	46 974,7	49 137,4	42 735,5	52 126,7	2 989,3	6,1
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	437,4	411,2	503,0	158,7	443,0	(60,0)	(11,9)
Total	51 222,7	49 803,7	52 253,1	44 890,8	55 337,3	3 084,2	5,9

Note : On trouvera aux sections II et III du projet de budget ([A/75/746](#)) des informations détaillées sur les ressources financières demandées et une analyse des variations.

10. Le montant des dépenses prévues pour l'exercice 2021/22 s'élève à 54 894 300 dollars, ce qui représente une augmentation de 3 144 200 dollars (6,1 %) par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement imputable à une hausse des dépenses prévues au titre : a) du personnel recruté sur les plans international ou national (1,5 million de dollars) (voir par. 14 ci-dessous) ; b) des transports terrestres (0,5 million de dollars) (voir par. 24 d) ci-dessous) ; c) des contingents (0,4 million de dollars) (voir par. 12 ci-dessous).

11. Le Comité consultatif note que les contributions volontaires en nature non budgétisées qui seront apportées par le Gouvernement chypriote pour l'exercice 2021/22 aux termes de l'accord sur le statut des forces s'élèveront à 897 800 dollars¹ et que la valeur des contributions en nature non budgétisées pour le même exercice est estimée à 162 000 dollars ([A/75/746](#), para. 59). **Le Comité consultatif se félicite que la Force continue de recevoir des contributions volontaires (voir [A/74/737/Add.4](#), par. 7).**

1. Militaires et personnel de police

Catégorie	Effectif autorisé pour 2020/21 ^a	Effectif proposé pour 2021/22	Variation
Contingents	860	860	–
Police des Nations Unies	69	69	–

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

¹ Le montant estimatif de 897 800 dollars correspond à la valeur marchande des postes d'observation des Nations Unies et des locaux à usage de bureaux et logements mis gracieusement à la disposition de la Force par le Gouvernement chypriote pour les contingents et les unités de police constituées, y compris le complexe du quartier général de la Force ([A/75/746](#), par. 59).

12. Le montant des dépenses prévues au titre des contingents militaires et du personnel de police pour l'exercice 2021/22 s'élève à 22 432 900 dollars, ce qui représente une augmentation de 562 400 dollars (2,6 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2020/21. Cette augmentation tient principalement : a) à la hausse des dépenses liées à l'indemnité de subsistance (missions) et aux rations alimentaires, imputable à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis ; b) aux coûts engendrés par le passage d'une unité militaire à un cycle de relève de 12 mois, dont le remboursement par l'Organisation est prévu par la résolution 67/261 de l'Assemblée générale, alors qu'en 2020/21 la relève de cette unité était assurée tous les 6 mois, aux frais du pays fournisseur de contingents (A/75/746, par. 71 et 72).

13. Le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les contingents militaires et le personnel de police soient approuvées.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2020/21</i>	<i>Effectif proposé pour 2021/22</i>	<i>Variation</i>
Postes			
Personnel recruté sur le plan international	38	40	2
Administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national	7	7	–
Agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national	115	115	–
Emplois de temporaire^a			
Personnel recruté sur le plan international	2	2	–
Total	162	164	2

^a Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

14. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour l'exercice 2021/22 s'élève à 16 994 300 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 456 900 dollars (9,4 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2020/21. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des ressources nécessaires au titre : a) du personnel recruté sur le plan international, comme suite à la révision du barème des traitements et à la création proposée de deux postes ; b) du personnel recruté sur le plan national, du fait de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis (ibid., par. 73 à 75).

Recommandations concernant les postes et les emplois de temporaire

15. En ce qui concerne le personnel civil, le Secrétaire général propose, pour 2021/22, un effectif total de 164 postes et emplois de temporaire, compte tenu : a) de la création de deux postes d'administrateur(trice), à savoir un de spécialiste de la planification des missions (P-4) et un de spécialiste des questions d'environnement (P-3) (voir par. 16 et 17 ci-après) ; b) du maintien de deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions), à savoir un de spécialiste des ressources humaines (P-3) et un de spécialiste des opérations aériennes (Service mobile) (voir par. 18 ci-après) ; c) du reclassement de trois postes, dans la catégorie des agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national, en postes d'assistant(e) principal(e) (A/75/746, par. 52 à 53 et 56 à 58) ; d) de la réaffectation et du transfert de deux

postes d'agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national dans le cadre de la composante Appui à la mission (ibid., par. 47 à 49). Le Comité consultatif examine la pratique consistant à réaffecter et à reclasser simultanément des postes dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/75/822).

16. Le Secrétaire général propose qu'un poste de spécialiste de la planification des missions (P-4) soit créé (A/75/746, par. 33 à 36). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a appris que la Force menait à bien d'importantes activités de planification au moyen des ressources existantes : elle avait ainsi élaboré son premier concept stratégique pour 2019/20 et procédé au déploiement du Système complet de planification et d'évaluation de la performance en 2019. Toutefois, des moyens de planification dédiés seraient nécessaires aux fins de la mise en service du système et en vue d'autres priorités stratégiques, et compte tenu des pressions accrues dans la zone tampon du fait de l'impasse dans laquelle se trouve le processus politique depuis 2017. Le Comité note que le Secrétaire général a déjà demandé la création d'un poste de spécialiste de la planification (P-4) pour l'exercice 2019/20, pour les mêmes motifs. À l'époque, le Comité a recommandé qu'il ne soit pas donné suite à cette proposition, qui n'a pas été approuvée par l'Assemblée générale (voir A/74/693, par. 31 ; A/74/737/Add.4, par. 12 ; résolution 74/285). **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les responsabilités de la Force en matière de planification se soient élargies à ce point qu'il faille créer un poste. Par ailleurs, au vu des grandes étapes franchies par la Force ces dernières années en matière de planification, il reste d'avis que tout besoin ponctuel d'appui ou de compétences spécialisées peut être couvert en faisant appel aux capacités existantes ou, le cas échéant, en sollicitant les missions dans la région ou la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (voir également A/74/737/Add.4, par. 12). Le Comité recommande donc que la création proposée du poste de spécialiste de la planification des missions (P-4) ne soit pas approuvée.**

17. Le Secrétaire général propose aussi qu'un poste de spécialiste des questions d'environnement (P-3) soit créé (A/75/746, par. 42 à 45). Le Comité consultatif rappelle que le Secrétaire général a déjà demandé, pour l'exercice 2019/20, la création d'un poste de spécialiste des questions d'environnement (adjoint(e) de 1^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), proposition qui n'a pas fait l'objet d'une recommandation favorable et qui n'a pas été approuvée par l'Assemblée générale (voir A/74/693, par. 38 à 40 ; A/74/737/Add.4, par. 13 ; résolution 74/285). Ayant demandé pourquoi il était proposé de soumettre le poste à un recrutement international, le Comité a été informé que la Force estimait qu'un recrutement national ne serait pas adapté, notamment pour des raisons politiques et du fait d'un possible manque de compétences et de qualifications. Le Comité a également été informé que si, jusque-là, la Section du génie et de la gestion des installations s'était occupée des tâches visées, la Force ne disposait pas, en interne, des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires pour mener à bien ces fonctions efficacement. Le Comité rappelle que, bien qu'elle ne dispose pas de moyens dédiés, la Force a mis en œuvre, au fil des ans, d'importantes initiatives environnementales (voir par exemple A/74/693, par. 18, et A/73/738, par. 15), comme l'installation de centrales solaires (voir également par. 29 ci-après), qui seront pleinement opérationnelles au début de l'exercice 2021/22 (A/75/746, par. 18). Il note également que la note sur le tableau de bord d'évaluation environnementale obtenu par la Force à l'exercice 2019/20, de 88, est supérieure à celles obtenues en 2017/18 et 2018/19 (de 74 et 86, respectivement), même si elle a été en partie influencée par la demande d'électricité liée aux climatiseurs (A/75/630, p. 21). En outre, il a été informé qu'un montant de 25 200 dollars avait été inscrit au projet de budget pour 2021/22 afin de financer des services consultatifs en matière environnementale, le but étant de

détecter les lacunes et d'y remédier, et que l'UNFICYP utilisait le système Unite de surveillance à distance des infrastructures sur le terrain afin de suivre en temps réel la consommation d'énergie et d'eau et l'état des groupes électrogènes en fonctionnement. **Le Comité consultatif se félicite encore une fois des initiatives entreprises par la Force sur le plan environnemental, notamment de ce que le projet d'installation d'une centrale solaire soit bientôt achevé (voir A/74/737/Add.4, par. 13 et A/73/755/Add.5, par. 36). Compte tenu des gains d'efficacité liés à l'utilisation accrue d'outils tels que le système Unite de surveillance à distance des infrastructures sur le terrain, de la coopération avec la Base de soutien logistique des Nations Unies et les missions de maintien de la paix dans la région et de ce que la Force prévoit d'avoir recours à des services consultatifs, le Comité reste d'avis que les tâches associées au poste qu'il est proposé de créer peuvent continuer d'être exécutées par les effectifs existants (voir A/74/737/Add.4, par. 13). Le Comité recommande donc de ne pas créer le poste proposé de spécialiste des questions d'environnement (P-3).**

18. Pour ce qui est du maintien proposé de l'emploi de spécialiste des ressources humaines (P-3) financé à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), le Comité consultatif a appris, en réponse à ses questions, que cet emploi était nécessaire car le personnel restait peu satisfait des services fournis par la section des ressources humaines, et que le ou la titulaire aiderait à rattraper les retards pris dans le recrutement et dans le traitement des avantages et prestations et à remédier aux lacunes recensées par les organes de contrôle de l'ONU pour ce qui était de la gestion du contrat de services de santé conclu par la Force et du respect des directives relatives aux délais de réservation des billets d'avion. Il note que les motifs invoqués pour le maintien de cet emploi sont les mêmes que ceux fournis au moment de sa création en 2019/20 (voir A/73/755/Add.5, par. 23). **Le Comité consultatif estime que les explications fournies ne suffisent pas à justifier le maintien de l'emploi de spécialiste des ressources humaines (P-3), dont il recommande donc la suppression.**

Taux de vacance et postes vacants

19. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif des taux de vacance enregistrés pour le personnel civil en 2019/20 et 2020/21, ainsi que de ceux retenus pour 2021/22. Le Comité consultatif constate qu'aucune explication n'est donnée pour justifier l'application de taux différents des taux effectivement enregistrés pendant l'exercice en cours. Ainsi, par exemple, il est proposé d'appliquer un taux de vacance de 2,0 % pour le personnel recruté sur le plan international, alors qu'au 31 mars 2021, le taux effectif moyen s'établissait à 2,6 % et le taux effectif à 7,9 %.

Taux de vacance

(En pourcentage)

Catégorie	Taux effectif (2019/20)	Taux approuvé (2020/21)	Taux effectif 31 janvier 2021	Taux effectif 28 février 2021	Taux effectif 31 mars 2021	Taux effectif moyen 31 mars 2021	Taux proposé (2021/22)
Personnel civil							
Personnel recruté sur le plan international	5,3	3,0	5,3	5,3	7,9	2,6	2,0
Personnel recruté sur le plan national							
Administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national	33,3	2,0	14,3	0,0	0,0	28,6	5,0

Catégorie	Taux effectif (2019/20)	Taux approuvé (2020/21)	Taux effectif 31 janvier 2021	Taux effectif 28 février 2021	Taux effectif 31 mars 2021	Taux effectif moyen 31 mars 2021	Taux proposé (2021/22)
Agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national	2,6	2,0	1,7	1,7	1,7	2,6	2,0
Emplois de temporaire soumis à recrutement international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

20. Le Comité consultatif réaffirme que les taux de vacance proposés devraient être conformes, dans la mesure du possible, aux taux effectifs. Lorsque les taux proposés diffèrent des taux effectifs, la raison doit toujours en être clairement indiquée dans le projet de budget et les documents connexes (voir A/74/737/Add.4, par. 17 et A/73/755/Add.5, par. 21).

21. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'au 28 février 2021, quatre postes étaient vacants (1 D-2, 1 poste d'agent(e) du Service mobile et 2 postes d'agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national) et qu'aucun d'eux ne l'était resté plus de deux ans. Le Comité compte que les postes vacants seront pourvus dans les meilleurs délais.

22. Sous réserve des recommandations formulées aux paragraphes 16, 17 et 18, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant le personnel civil soient approuvées. Le montant des dépenses opérationnelles correspondantes devrait être ajusté en conséquence.

3. Dépenses opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué (2019/20)	Dépenses (2019/20)	Montant alloué (2020/21)	Dépense au 31 mars 2021	Dépenses prévues (2021/22)	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Dépenses opérationnelles							
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	33,1	26,6	33,1	0,4	33,3	0,2	0,6
Voyages officiels	246,0	161,7	251,0	12,5	261,7	10,7	4,3
Installations et infrastructures	6 268,5	5 963,3	7 102,3	5 813,4	7 314,6	212,3	3,0
Transports terrestres	2 137,2	2 347,5	1 962,6	1 738,5	2 470,8	508,2	25,9
Opérations aériennes	2 212,0	2 081,4	2 210,4	1 995,2	2 362,3	151,9	6,9
Opérations maritimes ou fluviales	—	37,4	—	—	26,2	26,2	—
Communications et informatique	1 555,4	1 695,8	1 592,6	1 348,8	1 670,7	78,1	4,9
Santé	240,2	214,9	231,1	368,1	288,4	57,3	24,8
Matériel spécial	—	—	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	1 020,4	791,4	959,1	675,1	1 039,1	80,0	8,3
Projets à effet rapide	—	—	—	—	—	—	—
Total	13 712,8	13 320,0	14 342,2	11 952,0	15 467,1	1 124,9	7,8

23. Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, l'augmentation de 1 124 900 dollars (7,8 %) des crédits demandés pour 2021/22 au titre des dépenses opérationnelles tient à l'augmentation des dépenses prévues dans toutes les catégories budgétaires

(y compris à de nouveaux besoins au titre des opérations maritimes ou fluviales), en particulier au titre des transports terrestres, des installations et infrastructures et des opérations aériennes. Le Comité consultatif examine les aspects liés aux dépenses opérationnelles dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/75/822).

24. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les explications fournies justifient pleinement les crédits demandés au titre des rubriques énumérées ci-après. En outre, compte tenu de la sous-utilisation de certains crédits et de l'incidence que continuera probablement d'avoir la pandémie de COVID-19, le Comité formule ci-après plusieurs observations et recommande qu'il soit procédé à des ajustements.

a) *Voyages officiels* : le montant de 261 700 dollars qui est demandé, en augmentation par rapport à l'exercice précédent, a été calculé en partant du principe que toutes les restrictions de déplacements liées à la pandémie de COVID-19 seraient levées. En 2019/20, les dépenses se sont établies à 161 700 dollars ; au 31 janvier 2021, elles s'élevaient à 16 400 dollars. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que plusieurs séances de formation, menées notamment à l'appui des activités de fond, seraient tenues en ligne en 2021/22 et que la Force se coordonnait avec le Siège de l'ONU pour privilégier autant que possible le recours à des modalités virtuelles de formation. Il a également appris que le coût des voyages officiels effectués pour assister à des conférences ou à des réunions de responsables de la coordination ou autres et qui nécessitaient des vols de plus de neuf heures était calculé sur la base des tarifs en classe affaires. Il n'est pas convaincu que la budgétisation de vols en classe affaires aux fins de la participation à de telles activités, même au titre des voyages autres que pour la formation, tienne pleinement compte des dispositions de la circulaire publiée sous la cote [ST/SGB/2009/9](#), en particulier du paragraphe 2.6². **Le Comité consultatif réaffirme qu'il faudrait recourir davantage aux réunions virtuelles et aux outils de formation en ligne, réduire au minimum les voyages motivés par la participation à des ateliers, des conférences ou des réunions et, lorsque de tels voyages sont proposés, présenter des justifications détaillées. Il souligne également que le calcul des montants à inscrire au budget au titre des voyages doit être pleinement conforme aux dispositions des documents publiés sous les cotes [ST/SGB/2009/9](#) et [ST/AI/2013/3](#). En outre, le Comité estime également que la pandémie de COVID-19 continuera probablement d'avoir des conséquences sur les voyages pendant l'exercice 2021/22. Il recommande donc de réduire de 20 % (52 300 dollars) le montant des ressources demandées au titre des voyages officiels ;**

b) *Carburants et lubrifiants* : le montant total des crédits demandés s'élève à 543 900 dollars, répartis comme suit : 111 800 dollars au titre des installations et infrastructures ; 324 000 dollars au titre des transports terrestres ; 108 100 dollars au titre des opérations aériennes. Les dépenses au 31 janvier 2021 s'élevaient à :

² Le paragraphe 2.6 de la circulaire du Secrétaire général sur la politique de formation et de perfectionnement du personnel ([ST/SGB/2009/9](#)) est libellé comme suit : « Les fonctionnaires et leurs superviseurs sont encouragés à envisager une grande diversité d'activités de formation et de perfectionnement, à savoir notamment : a) Autoformation (par exemple, lecture de revues et ouvrages spécialisés, formation en ligne, recherches sur l'Internet ou l'intranet, formation par vidéo et autres moyens informatiques) ; b) Formation en groupe (par exemple, cours classiques, séminaires, projets réalisés en équipe, réseautage, visioconférences, réseaux de praticiens et autres réseaux organisés par professions ou fonctions) ; c) Formation individuelle (par exemple, formation par des collègues, services de conseils sur les carrières, encadrement, mentorat, partage des connaissances) ; d) Acquisition d'expérience (par exemple, formation sur le tas, affectations, missions, projets réalisés en équipe, formation à une tâche particulière). »

54 000 dollars au titre des installations et infrastructures ; 184 400 dollars au titre des transports terrestres ; 68 600 dollars au titre des opérations aériennes. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la Force prévoyait de remplacer les réservoirs de carburant et les systèmes d'alimentation en carburant afin de réduire le gaspillage et d'accroître l'efficacité énergétique des installations. Il a aussi appris que les restrictions de circulation liées à la pandémie de COVID-19 entravaient les déplacements prévus sur l'île. **Compte tenu des efforts déployés par la Force pour réduire sa consommation de carburant et des effets que la COVID-19 continuera probablement d'avoir sur les voyages et les transports en 2021/22, le Comité consultatif recommande une réduction de 15 % (81 600 dollars) du montant total des ressources demandées au titre des carburants et lubrifiants ;**

c) *Installations et infrastructures* : des crédits d'un montant de 315 300 dollars sont demandés pour financer l'achat d'équipements et de fournitures de sûreté et de sécurité, alors que les dépenses engagées à ce titre en 2019/20 se sont élevées à 191 400 dollars et s'établissaient à 139 400 dollars au 31 janvier 2021. Un montant de 889 500 dollars est demandé pour financer des travaux de construction, d'aménagement et de rénovation et de gros travaux d'entretien, alors que les dépenses engagées à ce titre en 2019/20 se sont élevées à 365 300 dollars et s'établissaient à 106 600 dollars au 31 janvier 2021. En outre, ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la Force avait fait l'acquisition de quatre modules préfabriqués et de quatre blocs sanitaires aux fins de la mise en quarantaine des cas de COVID-19. Aucun montant n'ayant été prévu à cet égard dans le budget approuvé de 2019/20, ces achats ont entraîné un dépassement de crédits de 116 400 dollars (31,7 %) à la rubrique budgétaire correspondante. Le pays hôte ayant par la suite fourni des installations de quarantaine, les bâtiments achetés ont servi à remplacer les structures vétustes et à améliorer les conditions de vie ainsi que l'hygiène et la sécurité du travail du personnel dans la région de Pyla. **Compte tenu de la nécessité d'élaborer un plan consolidé à long terme relatif aux installations et infrastructures, y compris à l'achat de bâtiments préfabriqués (voir A/75/822), ainsi que du niveau des dépenses, le Comité consultatif recommande une réduction de 5 % (360 100 dollars) du montant des crédits demandés au titre des installations et infrastructures (hors carburants et lubrifiants) ;**

d) *Transports terrestres* : le montant des crédits demandés s'établit à 2 470 800 dollars, soit une augmentation de 508 200 dollars (25,9 %) par rapport à l'exercice précédent, imputable principalement :

i) à l'achat de 20 véhicules à usage spécial, pour un montant de 1 128 200 dollars, soit une augmentation de 618 800 dollars (121,5 %). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que cet achat constituait la dernière étape du plan quinquennal approuvé de remplacement des véhicules loués, qui devrait être achevé à la fin de l'exercice 2021/22. Par la suite, la Force compte louer seulement quatre véhicules pour assurer le transport des personnalités importantes à l'intérieur de la zone de la mission. Le Comité a également appris que la Force avait acheté quatre véhicules supplémentaires en 2019/20 et 17 en 2018/19 en vue du remplacement imprévu de véhicules anciens appartenant à l'ONU, qui avaient dépassé leur durée de vie utile et ne pouvaient pas être réparés. Ces achats, pour lesquels aucun crédit budgétaire n'avait été approuvé, n'étaient pas liés au plan. En outre, s'il a été informé que l'augmentation du coût unitaire des véhicules entre 2020/21 et 2021/22 était liée à l'achat de véhicules à usage spécial, il constate toutefois une hausse du prix des véhicules de même gamme, par exemple des pick-up à quatre roues motrices ;

ii) aux frais de réparation et d'entretien, pour lesquels un montant de 501 900 dollars a été demandé, soit une augmentation de 102 100 dollars (25,5 %) par rapport à l'exercice précédent. Ce montant doit servir à réparer les véhicules anciens appartenant à l'ONU et ayant dépassé leur durée de vie utile et à entretenir les véhicules supplémentaires achetés par l'ONU ces quatre dernières années. Les informations détaillées fournies au Comité consultatif, qui avait demandé des précisions à ce sujet, montrent une augmentation des dépenses prévues en 2020/21 et en 2021/22, pour des services de réparation et d'entretien comparables ; le Comité estime que les justifications communiquées à cet égard sont insuffisantes ;

iii) à la somme de 80 400 dollars demandée au titre de l'assurance responsabilité civile, ce qui correspond à une hausse de 15 700 dollars (24,3 %), attribuée à l'augmentation du nombre de véhicules appartenant à l'ONU. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a appris que les primes d'assurance n'avaient pas augmenté en dépit du nombre plus élevé d'accidents de la route enregistrés par la Force ces trois dernières années. Cette hausse des accidents était due au fait que les nouvelles recrues n'étaient pas habituées aux conditions de conduites locales, et ce malgré les mesures de prévention prises par la Force, qui organisait notamment de nombreuses séances de formation et des campagnes de promotion de la sécurité routière. **Compte tenu des considérations énoncées aux alinéas i) et ii) du paragraphe 24 d), le Comité consultatif estime que les explications fournies ne suffisent pas à justifier l'augmentation du montant des crédits demandés au titre des transports terrestres et recommande une réduction de 5 % (107 300 dollars) de ce montant (hors carburants et lubrifiants).** Par ailleurs, il note que la dotation en véhicules de la Force est supérieure aux coefficients standard pour sept sous-catégories de véhicules légers de transport de passagers utilisés par le personnel recruté sur le plan international et le personnel militaire. **Le Comité demande de nouveau que des efforts soient faits pour aligner le nombre de véhicules de la Force sur les ratios standard prescrits et compte qu'il sera rendu compte du résultat des mesures prises dans le prochain budget (voir A/74/737/Add.4, par. 20 d) et A/73/755/Add.5, par. 29) ;**

e) *Opérations maritimes ou fluviales* : de nouveaux crédits d'un montant de 26 200 dollars ont été demandés pour financer, principalement, l'acquisition de conteneurs maritimes aux fins de l'expédition de bâtiments préfabriqués. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que le prix unitaire des conteneurs s'élevait à 4 360 dollars. Il note que, bien que le coût des conteneurs maritimes puisse varier, le montant retenu par la Force est plus élevé que celui retenu par d'autres missions (par exemple, le coût moyen d'un conteneur de 20 pieds tel qu'inscrit au budget du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie est de 2 631 dollars). **Le Comité consultatif compte que la Force communiquera des informations supplémentaires sur le coût des conteneurs maritimes à l'Assemblée générale en vue de l'examen par cette dernière du présent rapport.**

f) *Communications et informatique* : le montant demandé s'établit à 1 670 700 dollars, ce qui correspond à une hausse de 78 100 dollars (4,9 %). Des crédits plus élevés qu'à l'exercice précédent ont été demandés au titre des services de télécommunications et de réseau (augmentation de 46 700 dollars, soit 14,3 %) et des services d'information et de publication (augmentation de 14 000 dollars, soit 21,1 %), alors qu'en 2019/20, une sous-utilisation de 27 100 dollars (9,3 %) et de 5 500 dollars (8,8 %) avait été enregistrée au titre de ces deux rubriques. **Compte tenu de la nécessité d'établir un plan consolidé concernant les ressources et initiatives dans le domaine de l'informatique et des communications qui soit applicable à l'ensemble du Secrétariat, y compris aux missions sur le terrain**

(voir également [A/75/564](#), par. 9), et vu le niveau des dépenses, le Comité consultatif recommande une réduction de 5 % (83 500 dollars) des crédits demandés à la rubrique Communications et informatique ;

g) *Fournitures, services et matériel divers* : le montant demandé s'élève à 1 039 100 dollars, ce qui correspond à une augmentation de 80 000 dollars (8,3 %). Un crédit de 180 000 dollars est demandé pour 2021/22 au titre des dépenses de fret et des dépenses connexes, alors que les dépenses effectivement engagées se sont élevées à 138 600 dollars en 2019/20 et s'établissaient à 87 900 dollars au 31 janvier 2021. En outre, un montant de 140 900 dollars est demandé au titre des vacataires (ce qui représente une augmentation de 39 300 dollars, soit 38,7 %), alors qu'au 31 janvier 2021, les dépenses effectivement engagées s'établissaient à 34 400 dollars. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que ce montant permettrait de financer le recrutement de personnel pendant les pics d'activités et le remplacement du personnel en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité. Comme le Comité l'a déjà fait observer, en réaction au fait que la Force avait inscrit des crédits destinés à financer l'assistance à court terme à la rubrique Fournitures, services et matériel divers plutôt qu'à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), il est nécessaire d'adopter une méthode cohérente (voir [A/72/789/Add.3](#), par. 33). Par ailleurs, le Comité n'a pas reçu d'explication claire concernant la raison pour laquelle les dépenses liées à l'achat de matériel de détente et de loisirs avaient été inscrites à la rubrique Communications et informatique. En outre, ayant demandé des précisions quant au montant de 325 300 dollars destiné à financer des services de détection des mines et de déminage également demandé à cette rubrique, il a été informé que les services prévus pour l'exercice 2021/22 seraient supervisés par le Service de la lutte antimines et mis en œuvre par des partenaires d'exécution sous contrat avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, car la Force ne disposait pas des capacités requises pour faire réaliser les activités de déminage par ses contingents militaires. En 2017, les dirigeants chypriotes grecs et chypriotes turcs ont demandé à la Force de cesser les opérations de déminage ; toutefois, certains services (cartographie, conseils techniques, information, formation du personnel de la Force et évaluation des menaces) se sont poursuivis après 2017, conformément à l'examen stratégique. En 2019, la Force a proposé que des activités de lutte antimines soient entreprises afin de renforcer la confiance entre les communautés, ce qui a permis le déminage de 18 sites. Vingt-neuf zones, dont quatre champs de mines situés dans la zone tampon, sont encore présumées dangereuses et doivent être déminées. **Compte tenu du manque de clarté dans le budget, du niveau des dépenses et du fait que la COVID-19 risque de continuer à entraver certains services prévus au titre de cette catégorie budgétaire en 2021/22, le Comité consultatif recommande une réduction de 10 % (71 400 dollars) des crédits demandés à la rubrique Fournitures, services et matériel divers (hors services de détection des mines et de déminage).**

25. Sous réserve des recommandations formulées aux paragraphes 22 et 24, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les dépenses opérationnelles soient approuvées.

V. Questions diverses

Recouvrement des coûts

26. Selon les informations fournies au Comité consultatif, en 2019/20, la Force aurait généré 220 700 dollars de recettes au titre des services fournis aux entités des Nations Unies et aux acteurs extérieurs dans la zone de la mission. On estime qu'un

montant comparable sera recouvré en 2021/22. Ayant demandé des précisions, le Comité a appris que les recouvrements étaient comptabilisés en produits et qu'une distinction était faite selon que ces produits étaient considérés comme « disponibles » ou « non disponibles » : a) les produits non disponibles, tels que ceux générés par la vente de matériel, sont portés au crédit des États Membres au titre des recettes accessoires ; b) les montants provenant du recouvrement des coûts sont gérés par l'intermédiaire d'un fonds dédié. Le Comité note qu'il n'a pas obtenu d'informations claires sur les produits qui étaient considérés comme disponibles et ceux qui étaient considérés comme non disponibles, sachant par ailleurs que certains recouvrements sont comptabilisés au titre du compte dédié de la mission et d'autres au titre des recettes accessoires ; en outre, conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, les produits provenant de la vente de matériel relèvent de la liquidation d'actifs. Le Comité a formulé des observations et des recommandations quant au recouvrement des coûts dans son rapport concernant les constatations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (voir [A/75/829](#), par. 33 à 36) et examine la question plus avant dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

Représentation équilibrée des sexes, représentation géographique et représentation nationale

27. Selon les informations fournies au Comité consultatif, parmi le personnel de la Force recruté sur le plan international, les femmes représentaient, au 30 juin 2020 : 56 % des effectifs de classe P-5 ou de rang supérieur ; 36 % des effectifs des classes P-1 à P-4 ; 50 % des effectifs du Service mobile. Parmi le personnel national, elles représentaient 75 % des administrateurs et 38 % des agents des services généraux. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé qu'au 28 février 2021, le personnel civil de la Force était constitué de 38 membres du personnel recruté sur le plan international originaires de 24 États Membres³ et de 119 membres du personnel recruté sur le plan national (soit 75,7 %). **Le Comité consultatif se félicite de la représentation des femmes et du personnel recruté sur le plan national au sein de la Force, et compte que celle-ci poursuivra ses efforts visant à améliorer la représentation géographique et qu'elle fournira des informations à ce sujet dans ses prochains rapports (voir également [A/73/755/Add.5](#), par. 35).** Le Comité consultatif examine plus avant les aspects relatifs à la représentation équilibrée des sexes et à la représentation géographique dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

Projet de centrales solaires

28. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que, dans le cadre de ses initiatives environnementales et avec l'approbation du Gouvernement hôte, la Force procède à l'installation de centrales solaires, qui seront pleinement opérationnelles au début de l'exercice 2021/22 ([A/75/746](#), par. 18). Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que le traitement des demandes et des paiements par l'Electricity Authority of Cyprus était en cours et serait normalement achevé dans les semaines à venir ; s'ensuivraient l'inspection finale, la mise à l'essai et la mise en

³ Allemagne (1), Australie (2), Algérie (1), Brésil (1), Bulgarie (1), Canada (3), Chine (1), États-Unis d'Amérique (7), Fédération de Russie (2), France (1), Iraq (1), Italie (1), Japon (1), Liban (1), Lituanie (1), Nigeria (1), Philippines (2), Roumanie (1), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (3), Serbie (2), Sri Lanka (1), Tadjikistan (1), Ukraine (1) et État de Palestine (1).

service. Il a également appris que les centrales généreraient quelque 674 890 kWh et devraient permettre de faire 147 900 dollars d'économies.

VI. Conclusion

29. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice 2019/20 sont indiquées à la section V du rapport sur l'exécution du budget ([A/75/630](#)). **Le Comité consultatif recommande que le montant de 1 392 800 dollars représentant le solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ainsi que le montant de 1 202 000 dollars correspondant aux autres produits et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2020 soient portés au crédit des États Membres.**

30. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la Force pour l'exercice 2021/22 sont indiquées à la section IV du projet de budget ([A/75/746](#)). **Compte tenu des observations et recommandations formulées ci-dessus et de son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)), le Comité consultatif recommande que les crédits demandés soient réduits de 1 096 300 dollars et ramenés de 54 894 300 dollars à 53 798 000 dollars. Il recommande donc à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits de 53 798 000 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, dont 23 523 200 dollars financés au moyen des contributions volontaires du Gouvernement chypriote (17 023 200 dollars) et du Gouvernement grec (6 500 000 dollars).**
